

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 23 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **23 septembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – Place de la Mairie – 51300 COUVROT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 17 septembre 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, DELCOMBEL, MATHIEU, DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. PETIT (suppléant de M. MALOU), CASTAGNA, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS (à partir de 19h20), DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, LOISELET, PASSINHAS, MAGRI (suppléant de M. BONETTI), BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mmes COLLIN (à partir de 18h35), VÉGA, JACQUEMOT, M. FONTAINE (jusqu'à 19h55), Mme COLSON, M. ROCH (jusqu'à 19h35), Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme GOUILLY, M. EL GHALLOUSSI.

**Absents excusés** : M. NICOULEAUD, Mme PARNISARI, MM. VEBER, THIÉBAULT, Mme GUÉRY, M. COTTON, Mme FELICETTI, MM. LANTERNAT, MAUTRAIT, Mme KARCENTY, M. CHAVEROU, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, GONTHIER, HMISSI, CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MM. DUCHÊNE, ERRE.

**Absents** : M. TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. NICOULEAUD, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. CASTAGNA,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. COTTON, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DESCHAMPS,
- ✓ M. MAUTRAIT, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS (à partir de 19h20),
- ✓ M. CHAVEROU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. BOUQUET (jusqu'à 18h35),
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir Mme JACQUEMOT,
- ✓ M. GONTHIER donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ M. FONTAINE donne pouvoir à M. BOUQUET (à partir de 19h55),
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. MOUTON (à partir de 19h35),
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE (jusqu'à 19h55),
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme BAUMEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Olivier DELCOMBEL.

## **PERSONNEL COMMUNAUTAIRE**

### **RECRUTEMENT DE DEUX APPRENTIS**

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Depuis plusieurs années, les services communautaires ont mis en place des formations en alternance sous statut scolaire pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. L'apprentissage est une méthode de formation solide, alliant théorie et pratique, qui facilite l'accès au marché du travail. Ce dispositif permet aux jeunes de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité tout en les appliquant directement au sein de l'administration. Cette formation en alternance est sanctionnée par un diplôme ou un titre.

À la suite de l'arrêt d'un contrat d'apprentissage, nous avons l'opportunité de recruter deux nouveaux apprentis : l'un dans le domaine de l'horticulture et l'autre dans le secteur de la petite enfance (CAP Petite enfance) rattaché à une école (pour la rentrée scolaire 2026).

Concernant la prise en charge des frais de formations des apprentis, les modalités suivantes s'appliquent depuis la rentrée 2023 :

- l'enveloppe budgétaire disponible du CNFPT est allouée aux employeurs ayant fourni leurs intentions de recrutement lors du recensement de début d'année ;
- un accord préalable de financement est accordé à tous les employeurs souhaitant recruter un seul apprenti ;
- une règle de financement d'un contrat sur deux est appliquée pour les établissements indiquant qu'ils souhaitent recruter au moins deux apprentis.

La rémunération de l'apprenti dépend de son âge, de son ancienneté dans le contrat et du niveau de diplôme préparé, variant de 27 à 100 % du S.M.I.C. En contrepartie des recrutements, l'État exonère l'employeur d'une grande partie des charges sociales.

Il est également important de rappeler que chaque jeune recruté en contrat d'apprentissage doit être accompagné, suivi et formé par un maître d'apprentissage désigné par l'employeur et agréé par le Préfet du Département. Ce dispositif bénéficie tant aux jeunes accueillis qu'aux services qui les accueillent.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code du travail,

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

Vu l'ordonnance n°2020-387 du 1<sup>er</sup> avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle,

Vu le décret n°2017-199 du 16 février 2017, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis,

Vu le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre National de la Fonction Publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Vu le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 déterminant les conditions de mise en œuvre de la contribution de Centre National de la Fonction Publique Territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 9 septembre 2025,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 10 septembre 2025,


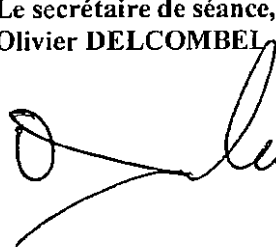
Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à recruter, à compter de la rentrée scolaire 2025, un nouvel apprenti dans le domaine des espaces verts et à compter de la rentrée scolaire 2026 un second apprenti dans le secteur de la petite enfance pour la durée de la formation, pour permettre aux jeunes de préparer leur diplôme, et à signer tout acte en rapport avec la mise en œuvre de cette décision ;

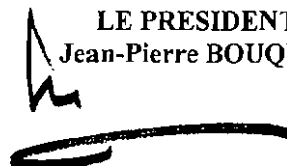
2°/ dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025 et aux budgets suivants.

La délibération est adoptée  
à l'unanimité des membres  
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,  
Olivier DELCOMBEL



POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le - 6 OCT. 2025  
et de la publication le - 6 OCT. 2025  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.